

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2007 — 4671

[C — 2007/12769]

4 DECEMBRE 2007. — Loi réglant les recours judiciaires introduits dans le cadre de la procédure relative aux élections sociales de l'année 2008

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

**Art. 2.** La présente loi ne s'applique qu'aux recours judiciaires introduits dans le cadre des procédures d'institution ou de renouvellement des organes de participation soumises à la loi du 4 décembre 2007 relative aux élections sociales de l'année 2008.

TITRE II. — Les recours judiciaires

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Recours contre les décisions de l'employeur relatives aux unités techniques d'exploitation, aux fonctions du personnel de direction et aux fonctions du personnel de cadre*

**Art. 3.** Au plus tard le septième jour qui suit le trente cinquième jour visé à l'article 12 de la loi du 4 décembre 2007 relative aux élections sociales de l'année 2008, les travailleurs intéressés ainsi que les organisations représentatives des travailleurs intéressés peuvent introduire auprès du tribunal du travail un recours contre les décisions de l'employeur mentionnées à l'article 12 de la loi précitée ou contre l'absence de décision de l'employeur.

Les organisations représentatives des cadres intéressés bénéficient du même droit si un conseil doit être institué dans l'entreprise.

Le tribunal du travail saisi statue dans les vingt-trois jours qui suivent le jour de la réception du recours. Ce jugement n'est susceptible ni d'appel, ni d'opposition.

CHAPITRE II. — *Recours contre les décisions relatives aux mentions dans l'avis du jour X*

**Art. 4.** Dans les sept jours qui suivent l'échéance du délai visé à l'article 31 de la loi du 4 décembre 2007 relative aux élections sociales de l'année 2008 endéans lequel l'organe doit se prononcer sur les réclamations, les travailleurs intéressés ainsi que les organisations représentatives des travailleurs intéressés peuvent introduire un recours contre cette décision ou contre l'absence de décision auprès du tribunal du travail.

Les organisations représentatives des cadres intéressés bénéficient du même droit si un conseil doit être institué dans l'entreprise.

Le tribunal du travail saisi statue dans les sept jours qui suivent la réception du recours. Ce jugement n'est susceptible ni d'appel, ni d'opposition.

La décision du tribunal fait l'objet, si nécessaire, d'une rectification de l'affichage prévu à l'article 14 de la loi du 4 décembre 2007 relative aux élections sociales de l'année 2008.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2007 — 4671

[C — 2007/12769]

4 DECEMBER 2007. — Wet tot regeling van de gerechtelijke beroepen ingesteld in het kader van de procedure aangaande de sociale verkiezingen van het jaar 2008

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

**Art. 2.** Deze wet is enkel van toepassing op de gerechtelijke beroepen ingesteld in het kader van de procedures tot instelling of vernieuwing van inspraakorganen die onderworpen zijn aan de wet van 4 december 2007 betreffende de sociale verkiezingen van het jaar 2008.

TITEL II. — De gerechtelijke beroepen

HOOFDSTUK I. — *Beroep tegen de beslissingen van de werkgever aangaande de technische bedrijfseenheden, de functies van het leidinggevend personeel en de functies van de kaderleden*

**Art. 3.** Uiterlijk op de zevende dag die volgt op de bij artikel 12 van de wet van 4 december 2007 betreffende de sociale verkiezingen van het jaar 2008 bedoelde vijftiendagste dag, kunnen de betrokken werknemers alsook de betrokken representatieve werknemersorganisaties tegen de in artikel 12 van de voornoemde wet vermelde beslissingen van de werkgever of tegen de afwezigheid van een beslissing van de werkgever beroep instellen bij de arbeidsrechtbank.

De betrokken representatieve organisaties van kaderleden hebben hetzelfde recht indien in de onderneming een raad moet worden opgericht.

De arbeidsrechtbank waarbij het beroep is ingesteld doet uitspraak binnen drieëntwintig dagen na de ontvangst van het beroep. Deze uitspraak is niet vatbaar voor hoger beroep, noch voor verzet.

HOOFDSTUK II. — *Beroep tegen de beslissingen aangaande de vermeldingen in het bericht van dag X*

**Art. 4.** Binnen zeven dagen die volgen op het verstrijken van de termijn als bedoeld in artikel 31 van de wet van 4 december 2007 betreffende de sociale verkiezingen van het jaar 2008 binnen dewelke het orgaan zich dient uit te spreken over de klachten, kunnen de betrokken werknemers, alsook de betrokken representatieve werknemersorganisaties, tegen deze beslissing of bij afwezigheid van een beslissing een beroep instellen bij de arbeidsrechtbank.

De betrokken representatieve organisaties van kaderleden hebben hetzelfde recht indien in de onderneming een raad moet worden opgericht.

De arbeidsrechtbank waarbij het beroep is ingesteld, doet uitspraak binnen zeven dagen die volgen op de ontvangst van het beroep. Deze uitspraak is niet vatbaar voor hoger beroep, noch voor verzet.

De beslissing van de rechtbank maakt, indien nodig, het voorwerp uit van een rechtzetting van de aanplakking bepaald in artikel 14 van de wet van 4 december 2007 betreffende de sociale verkiezingen van het jaar 2008.

CHAPITRE III. — *Recours contre les listes de candidats*

**Art. 5.** Dans les cinq jours qui suivent l'échéance du délai fixé pour l'affichage de l'avis visé à l'article 37 de la loi du 4 décembre 2007 relative aux élections sociales de l'année 2008, les travailleurs intéressés, les organisations représentatives des travailleurs intéressés et les organisations des cadres intéressés, peuvent introduire un recours auprès du tribunal du travail contre la présentation des candidats qui a donné lieu à la réclamation visée à l'article 37, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 4 décembre 2007 relative aux élections sociales de l'année 2008. L'employeur dispose du même recours contre la présentation des candidats, même si aucune réclamation n'a été introduite, lorsque les candidatures ou les listes de candidats ne sont pas conformes aux dispositions de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et de la loi du 4 décembre 2007 relative aux élections sociales de l'année 2008.

Dans le cas où aucune réclamation n'a été introduite, le recours de l'employeur doit être introduit dans les cinq jours qui suivent le délai prévu à l'article 37 de la loi du 4 décembre 2007 relative aux élections sociales de l'année 2008 pour l'introduction des réclamations.

Le tribunal du travail statue dans les quatorze jours qui suivent le jour de la réception du recours. Ce jugement n'est susceptible ni d'appel, ni d'opposition.

CHAPITRE IV. — *Recours tendant à l'annulation de l'élection, à la rectification des résultats de l'élection ou recours contre la décision d'arrêter la procédure*

**Art. 6.** Le tribunal du travail statue sur les recours introduits par l'employeur, les travailleurs ou les organisations représentatives des travailleurs et des cadres intéressés concernant une demande d'annulation totale ou partielle des élections ou de la décision d'arrêter la procédure, ou une demande de rectification des résultats des élections dans les treize jours qui suivent l'affichage du résultat du vote visé à l'article 68 de la loi du 4 décembre 2007 relative aux élections sociales de l'année 2008.

Un recours peut être également introduit dans le même délai au cas où des membres de la délégation de l'employeur n'occuperaient pas une des fonctions de direction définie conformément aux dispositions de la loi du 4 décembre 2007 relative aux élections sociales de l'année 2008.

Le tribunal du travail saisi statue dans les soixante-sept jours qui suivent l'affichage du résultat du vote visé à l'article 68 de la loi du 4 décembre 2007 relative aux élections sociales de l'année 2008. Il peut exiger la communication des procès-verbaux et des bulletins de vote.

Le jugement est notifié immédiatement à l'employeur, à chacun des élus effectifs et suppléants, aux organisations représentatives des travailleurs et des cadres intéressés, et au Directeur général de la Direction générale Relations individuelles du Travail du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale chargé des organes de participation.

**Art. 7.** La cour du travail connaît de l'appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux du travail concernant une demande d'annulation totale ou partielle des élections ou de la décision d'arrêter la procédure, ou une demande de rectification des résultats des élections ou contre la désignation de la délégation de l'employeur.

Le délai pour interjeter appel est de quinze jours à partir de la notification du jugement.

La cour du travail statue dans les mêmes septante-cinq jours qui suivent le prononcé du jugement du tribunal du travail.

Les arrêts sont notifiés aux personnes et organisations visées à l'article 6, dernier alinéa.

**Art. 8.** La nouvelle procédure électorale débute dans les trois mois qui suivent la décision d'annulation définitive.

CHAPITRE V. — *Recours contre la désignation des représentants des employeurs*

**Art. 9.** Dans le mois qui suit le moment où ils ont eu connaissance de la désignation d'un remplaçant, visé à l'article 80 de la loi du 4 décembre 2007 relative aux élections sociales de l'année 2008, les délégués du personnel peuvent introduire un recours devant les juridictions du travail. Ce recours est soumis aux règles fixées aux articles 6 et 7.

HOOFDSTUK III. — *Beroep tegen de kandidatenlijsten*

**Art. 5.** Binnen de vijf dagen die volgen op het verstrijken van de termijn vastgesteld voor de aanplakking van het in artikel 37 van de wet van 4 december 2007 betreffende de sociale verkiezingen van het jaar 2008 bedoelde bericht, kunnen de betrokken werknemers, de betrokken representatieve werknemersorganisaties, de betrokken representatieve organisaties van kaderleden, bij de arbeidsrechtbank een beroep instellen tegen de voordracht van de kandidaten die tot de in het eerste lid van artikel 37 van de wet van 4 december 2007 betreffende de sociale verkiezingen van het jaar 2008 bedoelde klacht aanleiding heeft gegeven. De werkgever kan een zelfde beroep instellen tegen de voordracht van kandidaten, wanneer de kandidaturen of de kandidatenlijsten niet in overeenstemming zijn met de bepalingen van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, en van de wet van 4 december 2007 betreffende de sociale verkiezingen van het jaar 2008, zelfs indien geen enkele klacht werd ingediend.

In het geval er geen klacht werd ingediend, moet het beroep van de werkgever ingesteld worden binnen de vijf dagen na de termijn vastgesteld in artikel 37 van de wet van 4 december 2007 betreffende de sociale verkiezingen van het jaar 2008 voor de indiening van klachten.

De arbeidsrechtbank doet uitspraak binnen veertien dagen die volgen op de dag van ontvangst van het beroep. Deze uitspraak is niet vatbaar voor hoger beroep, noch voor verzet.

HOOFDSTUK IV. — *Beroep tot nietigverklaring van de verkiezing, tot verbetering van de verkiezingsuitslag, of beroep tegen de beslissing tot stopzetting van de procedure*

**Art. 6.** De arbeidsrechtbank doet uitspraak over de beroepen die binnen dertien dagen na de aanplakking van de uitslag van de stemming als bedoeld in artikel 68 van de wet van 4 december 2007 betreffende de sociale verkiezingen van het jaar 2008 zijn ingesteld door de werkgever, de werknemers of de betrokken representatieve werknemers en kaderledenorganisaties en die betrekking hebben op een verzoek tot gehele of gedeeltelijke nietigverklaring van de verkiezingen of van een beslissing tot stopzetting van de procedure, of een verzoek tot verbetering van de verkiezingsuitslag.

Een beroep kan eveneens worden ingesteld, binnen dezelfde termijn, in het geval dat de leden van de werkgeversafvaardiging niet één van de leidinggevende functies, omschreven overeenkomstig de bepalingen van de wet van 4 december 2007 betreffende de sociale verkiezingen van het jaar 2008, zouden bekleden.

De arbeidsrechtbank waarbij de zaak aanhangig is gemaakt, doet uitspraak uiterlijk binnen zevenenzestig dagen na aanplakking van de uitslag der stemming als bedoeld in artikel 68 van de wet van 4 december 2007 betreffende de sociale verkiezingen van het jaar 2008. Zij kan inzage eisen van de processen-verbaal, en van de stembiljetten.

Het vonnis wordt onmiddellijk ter kennis gebracht aan de werkgever, aan ieder der gewone en plaatsvervangende verkozenen, aan de betrokken representatieve werknemers- en kaderledenorganisaties, en aan de Directeur-generaal van de Algemene Directie Individuele Arbeidsbetrekkingen van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, belast met de inspraakorganen.

**Art. 7.** Het arbeidshof neemt kennis van het hoger beroep tegen beslissingen in eerste aanleg van de arbeidsrechtbanken, betreffende een verzoek tot gehele of gedeeltelijke nietigverklaring van de verkiezingen of van een beslissing tot stopzetting van de procedure, of een verzoek tot verbetering van de verkiezingsuitslagen of tegen de aanduiding van de werkgeversafvaardiging.

De termijn van hoger beroep is vijftien dagen, te rekenen van de kennisgeving van het vonnis.

Het arbeidshof doet uitspraak binnen vijfenzeventig dagen die volgen op het uitspreken van het vonnis door de arbeidsrechtbank.

De arresten worden ter kennis gebracht aan de bij artikel 6, laatste lid bedoelde personen en organisaties.

**Art. 8.** De nieuwe verkiezingsperiode vangt aan binnen drie maanden die volgen op de beslissing van de definitieve nietigverklaring.

HOOFDSTUK V. — *Beroep tegen de aanwijzing van werkgeversvertegenwoordigers*

**Art. 9.** Gedurende de maand die volgt op het ogenblik waarop zij kennis hebben genomen van de aanwijzing van de vervanger als bedoeld in artikel 80 van de wet van 4 december 2007 betreffende de sociale verkiezingen van het jaar 2008, kunnen de personeelsafgevaardigden een beroep instellen bij de arbeidsgerechten. Dit beroep is onderworpen aan de regels bepaald in de artikelen 6 en 7.

**Art. 10.** Dans les sept jours qui suivent l'affichage de la décision, visée à l'article 80, alinéa 6, de la loi du 4 décembre 2007 relative aux élections sociales de l'année 2008, un recours peut être ouvert contre cette décision dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 3.

### TITRE III. — Dispositions finales

**Art. 11.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 4 décembre 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,  
P. VANVELTHOVEN

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

—————  
Note

(1) *Références parlementaires :*

*Documents de la Chambre des représentants :*

52-0258 - 2007/2008 :

N° 1 : Projet de loi

N° 2 : Rapport fait au nom de la commission

N° 3 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat

*Documents du Sénat :*

52-0414 - 2007/2008

N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants

N° 2 : Rapport fait au nom de la commission

N° 3 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale

*Annales du Sénat* 29 novembre 2007.

**Art. 10.** Binnen de zeven dagen volgend op de aanplakking van de beslissing, bedoeld in het zesde lid van artikel 80 van de wet van 4 december 2007 betreffende de sociale verkiezingen van het jaar 2008, is een beroep tegen deze beslissing mogelijk overeenkomstig dezelfde voorwaarden als deze bepaald in artikel 3.

### TITEL III. — Slotbepaling

**Art. 11.** Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 4 december 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,  
P. VANVELTHOVEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

—————  
Nota

(1) *Parlementaire verwijzingen :*

*Documenten van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :*

52-0258 - 2007/2008 :

Nr. 1 : Wetsontwerp

Nr. 2 : Verslag namens de commissie

Nr. 3 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat

*Documenten van de Senaat :*

52-0414 - 2007/2008 :

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Nr. 2 : Verslag namens de commissie

Nr. 3 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd

*Handelingen van de Senaat* 29 november 2007.

## AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

### CONSEIL SUPERIEUR DE LA JUSTICE

[C - 2007/18226]

#### Remplacements

En application de l'article 259bis-5, § 2, du Code judiciaire, M. De Hous, B., juge d'instruction au tribunal de première instance d'Anvers, est désigné à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2007 en qualité de membre effectif néerlandophone (magistrat) du Conseil supérieur de la Justice, en remplacement de Mme Van den Broeck, E., premier substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Malines, dont le mandat prend fin le 30 novembre 2007.

En application de l'article 259bis-5, § 2, du Code judiciaire, M. Van Iseghem, P., juge au tribunal de commerce de Courtrai, est désigné à partir du 5 décembre 2007 en qualité de membre effectif néerlandophone (magistrat) du Conseil supérieur de la Justice, en remplacement de M. Rozie, M., président de chambre à la Cour d'appel d'Anvers, dont le mandat prend fin le 4 décembre 2007.

### HOGE RAAD VOOR DE JUSTITIE

[C - 2007/18226]

#### Vervangingen

Met toepassing van artikel 259bis-5, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek, is de heer De Hous, B., onderzoeksrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen vanaf 1 december 2007 aangewezen als Nederlandstalig effectief lid (magistraat) van de Hoge Raad voor de Justitie, ter vervanging van Mevr. Van den Broeck, E., eerste substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, wiens mandaat een einde neemt op 30 november 2007.

Met toepassing van artikel 259bis-5, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek, is de heer Van Iseghem, P., rechter in de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vanaf 5 december 2007 aangewezen als Nederlandstalig effectief lid (magistraat) van de Hoge Raad voor de Justitie, ter vervanging van de heer Rozie, M., kamervoorzitter in het Hof van beroep te Antwerpen, wiens mandaat een einde neemt op 4 december 2007.